

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



jeudi 9 janvier 2014

Au fil des boycotts, Israël perd ses alliés (Middle East Monitor)

Daud ABDULLAH

En faisant durer les négociations, les dirigeants israéliens s'imaginent qu'ils peuvent convaincre tout le monde qu'ils recherchent effectivement la paix. Mais comme le dit l'adage : « on peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps ».

L'isolement d'Israël sur le plan international est finalement devenue réalité. Ces dernières semaines, ceci a été illustré par l'absence des principales personnalités politiques israéliennes aux funérailles de Nelson Mandela, immédiatement suivie par l'imposition d'un boycott académique à l'encontre des universités et institutions israéliennes par l'Association des études américaines (ASA).

Pour de nombreux observateurs, il semble désormais que les nuages activistes se transforment en un déluge de boycotts. Israël est à court d'alliés.

Le simple fait que les journalistes israéliens eux-mêmes évoquent l'augmentation du nombre de boycotts dans leurs articles souligne l'importance des événements actuels. La provocation ouvre la voie à une saine réflexion. Les campagnes de boycott qui ont commencé à voir le jour vers la fin de la seconde Intifada revêtent une toute nouvelle dimension. Loin de se limiter aux produits issus des colonies, ils s'étendent désormais lentement mais sûrement aux produits israéliens en général.

Même les gouvernements qui ont investi sans compter leur temps et leurs ressources dans la recherche d'une paix équitable concèdent aujourd'hui que ceci est lié au fait qu'Israël modifie constamment les règles du jeu. En 1993, six problèmes liés au statut définitif ont été identifiés et ont fait l'objet d'une négociation lors de la signature des Accords d'Oslo : les frontières, Jérusalem, les réfugiés, les colonies, la sécurité et l'eau. Benjamin Netanyahu, Premier ministre en fonction, en a ajouté un septième : la reconnaissance d'Israël en tant qu'« État juif », et, plus récemment, un huitième : le droit de poster des soldats israéliens dans la vallée du Jourdain.

En faisant durer les négociations, les dirigeants israéliens s'imaginent qu'ils peuvent convaincre tout le monde qu'ils recherchent effectivement la paix. Mais comme le dit l'adage : « on peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps. La course au boycott est lancée, et il semble désormais peu probable que la marche arrière puisse être enclenchée.

La liste des pays ayant annoncé des mesures diverses à l'encontre d'Israël s'allonge. Un rapport israélien publié récemment indique que l'Afrique du Sud a refusé d'importer des produits provenant de la mer Morte car ceux-ci avaient été fabriqués par des entreprises opérant au delà de la « ligne verte ». Pretoria va même plus loin en informant un certain nombre de grandes entreprises britanniques et françaises de son intention de cesser toute collaboration avec elles en cas de poursuite de leurs transactions avec les colonies israéliennes. Dans le même esprit, la Cour de justice de l'Union européenne a statué que les produits émanant des colonies ne sont pas israéliens et devraient par conséquent être bannis des marchés européens. Il y a quelques semaines, la Roumanie a décidé de ne plus envoyer de travailleurs en Israël suite au refus du gouvernement de Tel Aviv de lui garantir que ceux-ci ne seraient pas employés dans les colonies.

Les autorités israéliennes, blessées dans leur fierté, n'attribueront sans doute pas beaucoup d'importance à ces événements. Cependant, elles sont réellement effrayées par les conséquences économiques alors que de plus en plus d'européens boycottent non seulement les produits issus des colonies mais également les produits israéliens.

Constatant l'isolation croissante auquel le pays fait désormais face, certains hommes politiques israéliens un peu plus rationnels essaient désespérément de redorer l'image de leur pays. Leur récente rétraction du plan Prawer qui avait déclenché une polémique en visant à la « relocalisation » (terme israélien pour épuration ethnique) de milliers de Bédouins du Néguev

illustre cette volonté. Un débat a lieu au sein du parti au pouvoir, le Likoud, pour savoir s'il doit ou non continuer à s'aligner sur le parti Israel Beytenou, réputé pour son discours raciste et dont le dirigeant, Avigdor Lieberman, été réhabilité récemment.

Heureusement, il n'est pas aisé de jeter de la poudre aux yeux à tout le monde. De telles politiques ne suffiront pas à dissimuler le racisme ouvert envers les non-Juifs ou même les Juifs d'origine non européenne qui pervertit la société israélienne, et ce, malgré quelques exceptions symboliques à la règle.

Alors qu'Israël erre dans les profondeurs de l'isolation internationale, peu nombreux sont ceux, israéliens ou non, qui trouvent une explication rationnelle à son auto-destruction. Certains l'attribuent à un ethnocentrisme borné, d'autres l'imputent à un manque de perspicacité. Dans les deux cas, les conséquences sont les mêmes. D'autres pourraient faire remarquer, non sans ironie, qu'Israël a perdu ses points de repère historiques. Le révisionniste Vladimir Jabotinsky n'avait-il pas mis en garde ses camarades sionistes contre le fait que les peuples indigènes résistent à toute domination étrangère ?

Aujourd'hui, Israël est soumis à au moins 20 boycotts différents en raison de sa politique. Tant que le pays persistera à renier les droits nationaux du peuple palestinien, sa réputation au sein de la communauté internationale continuera d'être compromise. Tant qu'Israël défiera la Cour internationale de Justice avec la construction du mur de l'Apartheid et l'occupation de territoires palestiniens, le retour sur investissement de sa politique se limitera au mouvement de boycott. Et le nombre de boycotts semble appelé à augmenter.

Aujourd'hui, Israël est non seulement en conflit avec ses alliés occidentaux, y compris les Américains, mais se trouve également en situation d'affrontement permanent avec eux, tout comme avec une grande partie de la communauté internationale. Le pays a entamé des négociations, non pas pour résoudre le conflit, mais pour éviter d'être isolé davantage et gagner du temps pour pouvoir poursuivre politique coloniale. Pour l'instant, le dilemme auquel Israël est confronté semble se limiter à des problèmes politiques et de réputation, mais les conséquences économiques des boycotts et sanctions se feront sentir tôt ou tard. Ceci permettra peut-être aux Israéliens d'entendre raison et de commencer à faire preuve d'une réelle sincérité dans les négociations visant à établir une paix équitable et durable. Israël est sans doute en train de perdre ses alliés, et pourrait aussi finir, faute de prudence, par manquer de temps.

* Le Docteur Daud Abdallah est directeur du *Middle East Monitor*

<http://www.middleeastmonitor.com/resources/commentary-and-analysis/89...>

Traduction : Info-Palestine.eu - Claire L.

http://www.info-palestine.eu/spip.php++cs_INTERRO++article14312
<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14312>

<http://www.legrandsoir.info/au-fil-des-boycotts-israel-perd-ses-allies.html>